

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire

NOMBRE DE CONSEILLERS	DATE DE CONVOCATION	DATE D’AFFICHAGE
En exercice 86	4 novembre 2020	9 novembre 2020
Quorum 75		
Votants 84		
Suffrages exprimés : 84		

### Séance du 18 novembre 2020

N°201118-47

L'an deux mil vingt, le 18 novembre à 18h35, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la salle Cauchoise, sise à Grainville la Teinturière, sous la présidence de Monsieur Jérôme LHEUREUX, Président,

#### Etaient présents :

David ANQUETIL, Laurent APPERCELLE, Pascal BAILLET, Xavier BATUT, Pierre BAZIN, Catherine BONS, André-Pierre BOURDON, Emmanuel BOUST, Luc BRÉANT, Alexandra BUQUET, Jean-François BUREL, Bertrand CARPENTIER, Philippe CABIN, Marie-Hélène CHANGARNIER, Christine CHANGEUX, Jean-Louis CHAUVENSY, Gérard COLIN, Isabelle COMONT, Valérie CORCEL, Martine CORUBLE, Joël DESCHAMPS, Raphaël DISTANTE, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Christophe DUBOSC, Philippe DUFOUR, Annie DUMENIL, Evelyne DUPUIS, Philippe ETIENNE, Jean-Marie FERMENT, Stéphane FOLLIN, Gérard FOUCHÉ, Daniel GEORGES, Nicole GIBOURDEL, Laurent GODEFROY, Benjamin GORGIBUS, Françoise GUILLOT, Rémi HEROUARD, Patrice HOYÉ, Véronique IZABELLE, Pierre-Yves JEGAT, Hervé JOLLY, Jean-Robert LANCHON, Barbara LANGE, Antoine LECROQ, Magalie LEGRAS, Daniel LEGROS, Martine LE PAIH, Béatrice LEROND, Jérôme LHEUREUX, Sandrine LOSAY-ANNEBIQUE, Sophie MAUBANC, Sylvain MONNIER, Valérie MORSALINNE, Marc MUSONI, Bruno NAZE, Jean-François OUVRY, Didier PEULVEY, Luc POLINSKI, Jean-Paul RENAUX, Marc ROUSSELIN, Maryvonne SCHILD, Daniel SEIGNEUR, Eric SIMON, Yves TASSE, Jean-Pierre THÉVENOT, Bruno THUNE, Patrick TRENDIA, Pascal VANIER, Patrick VICTOR, René VIMONT.

#### Etaient absents représentés par leur suppléant :

Pierre-Luc BILLIEZ est représenté par Joël FARCY  
Patrice FAUCON est représenté par Jean-Paul BEUVIN  
David LAMBION est représenté par Guillaume FERON

#### Etaient absents excusés avec pouvoir :

Jean-François ALIGNY a donné pouvoir à Valérie MORSALINNE  
Didier BOULLARD a donné pouvoir à Jean-Paul RENAUX  
Lydie BRETTE a donné pouvoir à Benjamin GORGIBUS  
Philippe CARREIN a donné pouvoir à Jérôme DOUILLET  
Odile COUROYER a donné pouvoir à Jérôme DOUILLET  
Franck FOIRET a donné pouvoir à Jérôme LHEUREUX  
Didier GASTON a donné pouvoir à Jérôme LHEUREUX  
Jacques LEBALLEUR a donné pouvoir à Hervé JOLLY  
Alain LEPREUX a donné pouvoir à Jean-François OUVRY

#### Absent excusé :

Benjamin REGENT

#### Absent :

Pascal LARGILLET

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Daniel SEIGNEUR a été élu secrétaire de séance.

\*\_\*\_\*\_\*

#### Objet :

**RESSOURCES HUMAINES - Création d'emplois/transformation d'emplois**

**N°47**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 34,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

**1) Création d'emploi à la Direction Juridique**

Considérant qu'un agent de la commune de Vittefleur est mis à disposition de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015,

Considérant que le fonctionnaire mis à disposition auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y effectuer la totalité de son service se voit proposer une mutation, lorsqu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de cinq ans (Art. 4 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008),

Il est donc proposé de procéder à la création d'un emploi d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**2) Création d'emplois à la Direction des Services à la Population – Petite enfance**

Considérant qu'un agent de la commune d'Hautot l'Auvray est mis à disposition de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015,

Considérant que le fonctionnaire mis à disposition auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y effectuer la totalité de son service se voit proposer une mutation, lorsqu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de cinq ans (Art. 4 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008),

- Il est donc proposé de procéder à la création d'un emploi d'adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Considérant que l'augmentation de la capacité d'accueil sur la Structure Multi Accueil de la Vallée à Clasville (plus 10 places) a été validée,

Considérant que cette perspective conduit la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre à renforcer les effectifs du service et à procéder à la transformation d'un poste d'auxiliaire de soins principale de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet (30/35<sup>ème</sup>) en poste d'infirmière territoriale à temps complet, afin d'assurer un accueil de qualité et adapté et de répondre aux exigences de la PMI,

- Il est donc proposé de procéder à la transformation du poste d'auxiliaire de soins principale de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet (30/35<sup>ème</sup>) en poste d'infirmière territoriale à temps complet,

Vu l'avis favorable du bureau élargi en date du 5 novembre 2020,

**Conseil Communautaire,  
après avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,**

- **autorise la création et la transformation des emplois présentés ci-dessus,**
- **autorise le Président à signer tous actes et documents s'y rapportant.**

Pour extrait certifié conforme,  
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,



Le Président,

Jérôme LHEUREUX

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, sis 53 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000), peut-être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut-être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982,  
le Président atteste que la délibération du Conseil  
Communautaire n° 47... - Séance du 18/11/20  
est exécutoire.

Date de réception en Sous-Préfecture :

Date de publication :

Le Président

J. LHEUREUX



Accusé de réception en préfecture  
076-200069839-20201118-201118-47-DE  
Date de télétransmission : 30/11/2020  
Date de réception préfecture : 30/11/2020

